

Du global au local : combattre le capitalisme !

La plupart des conflits trouvent leurs origines dans des enjeux économiques : matières premières, pipeline, source d'eau, accès aux voies maritimes...

Ainsi, la guerre déclarée à l'Ukraine par la Russie a pour principale origine le contrôle d'une voie d'accès à une mer chaude, tandis que des tensions dans l'est asiatique sont aussi dues à l'accès et au contrôle de voies maritimes par la Chine. Cette mainmise est contestée conformément au droit international (convention de Montago Bay) par la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines ou encore le Vietnam, mais il ne faut pas oublier un autre contrôle, états-unien celui-ci, sur l'axe Japon-Philippines, dont Taïwan représente un verrou.

La concurrence du tous contre tous conduit à des conflits, mais cela ne s'arrête pas là, cette concurrence entraîne aussi une détérioration possiblement fatale pour l'humanité de notre écosystème.

Dans une mondialisation économique sans limite, les outils de production et de transformation, s'installent dans les pays avec les pires conditions sociale (salaire, travail des enfants, etc.), mais encourage aussi le moins disant sanitaire en choisissant des pays aux législations environnementales fantomatiques, quand elles ne sont pas inexistantes.

Nous ne vivons pas plusieurs crises, mais une seule crise, provoquée par le système capitaliste qui s'exprime par des guerres, une destruction de notre environnement et par le pillage des matières premières.

Le réchauffement climatique ou plutôt le dérèglement climatique ne sera pas réglé au niveau global sans une grande transformation des échanges entre tous les pays de la planète !

L'échelon local est très important, car il rend concret ce que l'on peut faire à une petite échelle et souvent nos élu-e-s sont à la pointe de l'innovation environnementale, comme par le passé, leur apport a été essentiel pour de nouveaux droits sociaux (crèches, centres de santé, accès à la culture et aux sports) via le communisme municipal.

D'autres sujets dépassent, quant à eux, les limites de nos frontières, c'est le cas des questions énergétiques. Notre niveau technologique doit nous permettre de proposer un mix-énergétique 100 % décarboné ! En l'attente d'une industrialisation future de la fusion nucléaire, la France se doit d'investir dans de nouveaux réacteurs nucléaires à fission pour proposer une électricité décarbonée, limitant nos émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, il en va de notre responsabilité de permettre aux pays du sud de répondre à leurs besoins énergétiques grandissant, tout en menant à bien leur transition écologique, d'un recours à des énergies fossiles vers des énergies décarbonées. La France doit faciliter l'accès à des énergies décarbonées en mettant à disposition son savoir, ses compétences, sa technicité en matière d'énergies renouvelables, comme d'énergie nucléaire. Cette question de l'accès aux meilleures sources de production d'énergies décarbonées est centrale pour les pays du sud, pour qu'ils puissent eux aussi se développer sans accentuer le dérèglement climatique, comme le précisait le dernier rapport du GIEC.

Entre la ville, la nation et le monde, l'échelon européen montre aussi sa pertinence. J'ai eu l'honneur de participer à la campagne des élections européennes de 2019 sur la liste de Ian Brossat. Malgré une bonne campagne, notre score montre que parler de l'Europe sans manichéisme, en œuvrant à populariser toute la complexité de nos analyses et de nos propositions peut s'avérer difficile. Pour ne prendre que leur exemple, les Verts apparaissent plus cohérents avec leur projet fédéraliste européen, leur propension à se fondre dans le jeu institutionnel et à laisser croire que leur présence

sera utile au rapport de force sur les sujets environnementaux dont ils seraient crédités d'être les meilleurs défenseurs. Pourtant l'Europe doit être aussi un échelon de recul du capitalisme.

Je réfute le discours selon lequel la France au nom des valeurs des lumières et de principes défendus lors de la Révolution française se devrait d'expliquer au monde le chemin qu'il conviendrait de suivre. Cela renvoie à un discours néo-colonialiste insupportable.

Néanmoins notre pays doit devenir un acteur favorisant le rôle et la place des instances internationales, les espaces de réflexion entre pays ou favoriser des coopérations entre état volontaires pour favoriser le progrès social. Et pour ce qui est du Parti Communiste nous pouvons accentuer nos efforts de dialogue et de travail commun avec les partis œuvrant à travers le monde au dépassement du capitalisme.

Les multiples impasses du capitalisme nous imposent de revoir complètement les relations entre les peuples pour construire ensemble l'avenir de l'humanité !

L'extrême droite qui progresse, à quelques exceptions près, partout dans le monde, n'a pour réponse à la crise qu'un repli identitaire, la fermeture de frontières et la désignation de bouc-émissaires ou la fragmentation de la société selon des communautés ethniques ou religieuses. Comme si les problèmes du monde allaient s'arrêter aux frontières...

La proposition de base commune adoptée par le CN montre sa pertinence en évoquant tour à tour ces sujets que j'aborde brièvement. Mais il manque à mon goût de liens entre les différents chapitres et différents sujets. Le travail d'appropriation par les communistes de ce texte et les amendements que nous y apporterons ensemble permettra son enrichissement !

Un autre exemple est la sûreté de notre accès à tous les médicaments, la France ne pourra pas à elle seule assurer la production de tous les traitements et surtout pour les maladies rares.

Néanmoins une recentralisation dans un cadre européen est possible, ou d'alliance entre plusieurs pays.

Je suis fils d'ouvrier, avec une scolarité chaotique, exprimer ma pensée par l'écrit pour moi c'est une vraie torture surtout avec des idées aussi complexes.

Ces difficultés sont sûrement partagées par beaucoup de camarades et leur non-participation au débat de notre parti de ces adhérant est un véritable gâchis d'intelligence.

Je rêve ou j'imagine des écrivains publics qui rédigerait les contributions de ces camarades, ou l'utilisation de captage vidéo.

Dans une structure il y a un clivage entre ceux qui écrivent bien pour parfois ne rien dire et ceux qui ont des idées et des réflexions très riches mais qui ne savent pas les retranscrire à l'écrit et ce n'est pas le débat avec des interventions de trois minutes que l'équilibre sera rétabli.

Ceci est un frein à l'engagement politique, On doit redonner de la force au débat et réinventer l'agora, des expériences intéressantes ont été réalisées lors du confinement.

Je lance la réflexion, un énorme travail doit être entrepris pour libérer la parole